

La "cagnotte" pour inciter à l'assiduité scolaire dans les lycées crée la polémique

Avis de polémique. Elle touche le haut-commissaire à la jeunesse, Martin Hirsch, ricoche sur le ministre de l'éducation, Luc Chatel, en passant par le recteur de Créteil, Jean-Michel Blanquer. L'orage a été déclenché par l'annonce d'une "expérimentation" consistant à encourager l'assiduité de lycéens professionnels au moyen d'une "cagnotte", qui sera destinée à financer certains projets éducatifs collectifs.

Particularité inédite : les protestations proviennent de tous les horizons politiques, syndicaux et associatifs de l'éducation. Aussi limitée soit-elle, le recours à une incitation financière dans le cadre scolaire choque des milieux très différents.

Qui se serait douté qu'un des 165 projets rendus publics le 16 juillet dernier par le Haut-Commissariat à la jeunesse, dans le cadre du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse, ferait autant de bruit ? Il est vrai que l'annonce était des plus sobres et tient en une ligne dans la liste : " *Académie de Créteil, lutte contre l'absentéisme scolaire*".

"PROJET ÉDUCATIF"

Le contenu a été révélé par *Le Parisien* du 2 octobre, sous le titre "De l'argent pour les bons élèves". Pour lutter contre l'absentéisme, trois lycées professionnels de l'académie de Créteil vont expérimenter à partir du 5 octobre, dans certaines classes, la mise en place d'une cagnotte collective pour financer un "projet éducatif" défini avec les élèves. Si les lycéens respectent les engagements pris en termes d'assiduité et de comportement, cette somme, d'abord fixée à 2 000 euros, sera abondée tout au long de l'année, jusqu'à pouvoir atteindre un maximum de 10 000 euros. Elle pourra être consacrée à financer des projets du type passage du permis de conduire ou voyage scolaire.

Selon les précisions données le 2 octobre par le rectorat, environ 150 élèves sont concernés dans trois établissements volontaires : les lycées Lino-Ventura à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), Gabriel-Péri à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) et Alfred-Costes à Bobigny. Cette expérimentation sera évaluée par l'Ecole d'économie de Paris et pourrait être étendue, si elle fait ses preuves, à 70 classes (soit environ 2 000 élèves en 2010-2011).

Le rectorat se défend de vouloir acheter la présence des élèves. "Notre expérimentation est aux antipodes de l'individualisme consumériste !", a déclaré le recteur Blanquer dans *Le Parisien*. Elle est à la fois collective et responsabilisante : c'est la présence de tous qui contribue au succès de tous." Le recteur se démarque d'une expérience menée depuis 2008 au Royaume-Uni, où environ 200 000 élèves de familles défavorisées sont payés de 11 à 33 euros par semaine pour aller en cours.

Cette affaire "a été un peu montée en épingle", a confié au *Monde* Luc Chatel, qui ne désavoue ni le recteur de Créteil ni le fond du projet, mais souligne que "des centaines d'expérimentations sont en cours dans les lycées". Pour le ministre "il faut arrêter de dire qu'on donne de l'argent aux élèves, car on finance un projet de classe collectif". "Le gouvernement, insiste-t-il, a décidé de lancer la guerre contre l'absentéisme et le décrochage scolaire. C'est une expérimentation sur un nombre limité d'établissements. On verra bien si ça marche." Et Martin Hirsch s'est exprimé dans le même sens.

Ces explications n'ont pas enrayé les protestations. Pour Jean-Jacques Hazan, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), classée à gauche, c'est une *"perversion du sens de l'école"* que de vouloir *"régler par l'argent un problème d'éducation"*. La Fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), classée à droite, s'est déclarée par la voix de son président, Philippe Vrand, *"très réservée et même un peu inquiète"* : *"On ne veut pas, a-t-il dit, que l'argent soit le levier pour motiver les élèves."* Le président socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, s'est inquiété de *"risques de graves dérives"*. Le Snalc (syndicat national des lycées et collèges, "apolitique") dénonce un *"scandale"* mais l'attribue à *"l'idéologie de 'l'élève au centre'"*. Pour l'association SOS Education, d'inspiration libérale, ce projet *"non seulement naïf, mais aussi immoral"*, est un *"véritable camouflet aux professeurs"*.

Luc Cédelle - LE MONDE - 03.10.09